



# Observatoire du Transport Sanitaire 2016



Septembre 2016

[kpmg.fr](http://kpmg.fr)

ÉDITO

C'est avec un grand plaisir que nous vous présentons l'Observatoire du Transport Sanitaire 2016.

Nous avons réalisé, cette année, la 14<sup>e</sup> édition de cet observatoire économique relatif à l'évolution de l'activité et des résultats des entreprises de transport sanitaire.

Cet observatoire est un outil principalement à destination des chefs d'entreprise du secteur. Il leur permet de mesurer et d'analyser la performance de leur entreprise et de se comparer. Il permet également à l'ensemble des acteurs du secteur de la santé de s'informer sur les enjeux et les difficultés réelles rencontrées par ce métier.

Depuis plusieurs années, le secteur du transport sanitaire, malgré une évolution de son chiffre d'affaires, est confronté à des difficultés croissantes.

Si la consommation en services de transport sanitaire en volume est structurellement portée par le vieillissement de la population et l'évolution de l'organisation hospitalière (restructurations hospitalières, sorties plus précoces, recours accru aux hospitalisations de jour), elle tend toutefois à s'affaiblir.

En effet, en particulier sous la pression de l'assurance maladie, les établissements de santé cherchent à optimiser l'utilisation de leurs moyens, impactant ainsi cette consommation.

Malgré ce ralentissement de la croissance, nous assistons à une amélioration des résultats de ces entreprises. Les gains de productivité effectués, l'effet CICE et le prix du carburant en sont les principales causes.

Une meilleure organisation des transports est incontournable afin de répondre aux attentes des patients (fluidité et qualité du parcours de soins), à la gestion des capacités hospitalières (optimisation des flux de patients) et à l'impératif de gain de productivité des entreprises de transport sanitaire (optimisation des flux de transports, maîtrise des coûts).

Vous trouverez dans cette étude les grandes tendances observées depuis quelques années. Nous vous souhaitons une bonne lecture de cet Observatoire du Transport Sanitaire 2016.



Marc Basset  
Associé,  
Directeur KPMG



## LES TENDANCES MACRO-ÉCONOMIQUES

7

Perspective du marché Xerfi Risk (Source Xerfi)	8
Périmètre de l'étude : nombre de sociétés	9
Périmètre de l'étude : chiffre d'affaires en 2015	10
Croissance du chiffre d'affaires par taille d'entreprise	11
Évolution de la répartition du chiffre d'affaires	12
Taux de valeur ajoutée : richesse créée par l'entreprise	13
Évolution des frais de carburants	14
Évolution du SMIC	15
Taux de résultat net	16

## LES PRINCIPAUX RATIOS MICRO-ÉCONOMIQUES

19

Méthode d'échantillonnage	20
Taux de valeur ajoutée retraitée : richesse créée par l'entreprise	21
Part de l'EBE dans le chiffre d'affaires	22
Part des frais de personnel retraités dans le chiffre d'affaires	23
Part des frais de personnel retraités dans la valeur ajoutée	24
Bilan économique : (Crédit-bail non retraité)	25
Bilan économique : (Crédit-bail retraité)	26
Rentabilité économique : analyse de sa formation	27
Rentabilité économique : l'indice de profitabilité	28
Rentabilité économique : rotation des capitaux investis	29
Rentabilité économique	30
Gearing : ratio d'endettement	31





## ANALYSE QUALITATIVE 33

Méthodologie	34
Périmètre du panel	35
Répartition du chiffre d'affaires par activité	36
Les grandes tendances	37
Analyse du coût des véhicules	38
Taux de valeur ajoutée : richesse créée par l'entreprise	39
Frais de personnel / Chiffre d'affaires	40
Part des frais de personnel dans le chiffre d'affaires	41
Répartition du personnel et nombre de DEA	42
Part de l'EBE dans le chiffre d'affaires	43
Focus sur les investissements en véhicules et leur mode de financement	44

## CONCLUSION 46



# SOMMAIRE





# LES TENDANCES MACRO- ÉCONOMIQUES



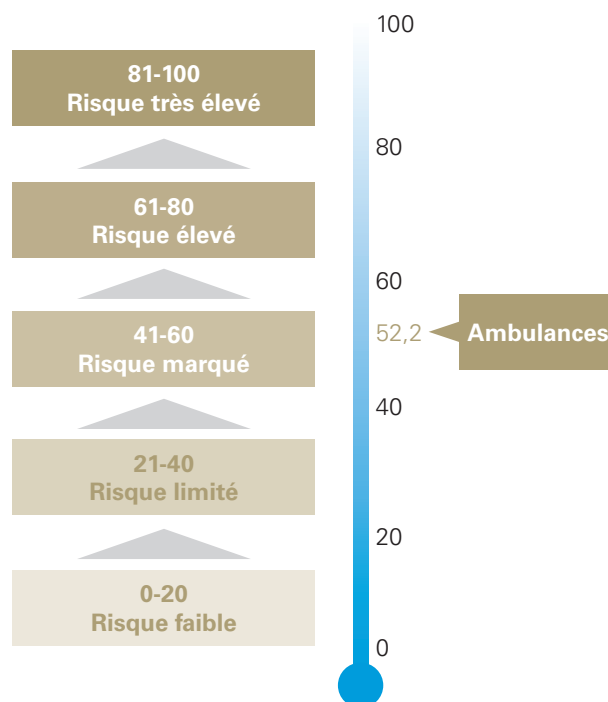


# PERSPECTIVE DU MARCHÉ XERFI RISK (SOURCE XERFI)

L'indicateur **Xerfi Risk** synthétise l'analyse de Xerfi sur chaque secteur et restitue une note correspondant à une probabilité de défaillance.

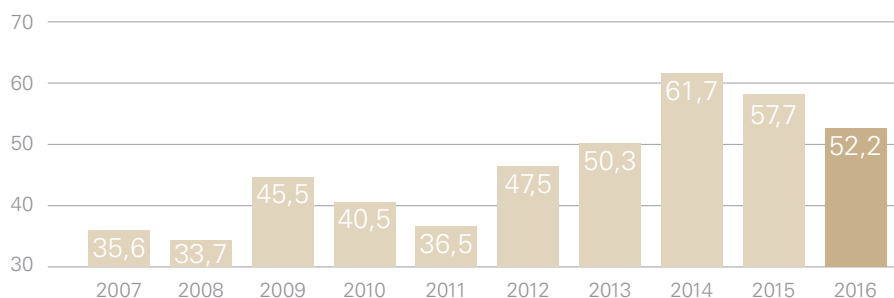
Cette probabilité correspond au rapport entre le nombre d'entreprises défaillantes et le nombre d'entreprises total du secteur. Ce rapport est converti en une note de risque selon une échelle identique pour tous les secteurs :

- Une note comprise entre **0 et 20** signifie que les entreprises du secteur ont une probabilité de défaillance quasi-nulle ;
- Une note comprise entre **21 et 40** signifie que la probabilité de défaut reste acceptable ;
- Une note comprise entre **41 et 60** signifie que la probabilité de défaut est moyenne ;
- Une note comprise entre **61 et 80** signifie que la probabilité de défaut est très significative par rapport au reste de l'économie ;
- Une note comprise entre **81 et 100** signifie que la probabilité de défaillance se situe à un niveau très alarmant.



## Données annuelles et prévisionnelles

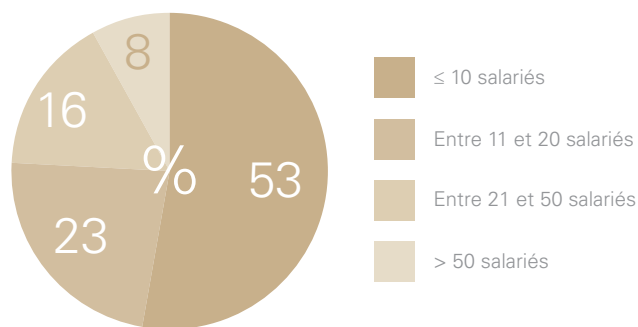
Le niveau de Xerfi Risk des ambulances se fixera à 52,2 pour 2016. Ce scoring correspond à un risque marqué. Il est en baisse de 5,5 points par rapport à 2015. Cette situation se stabilisera en 2017, avec un risque sectoriel proche du niveau de 2016.





# PÉRIMÈTRE DE L'ÉTUDE : NOMBRE DE SOCIÉTÉS

## Nombre de sociétés du panel (pondéré)



L'étude a porté sur l'évolution du secteur du transport sanitaire entre 2013 et 2014, puis entre 2014 et 2015.

Le panel a été constitué sur la base de deux critères :

- Code NAF 8690A
- Comptes déposés et disponibles : 2013, 2014, 2015

L'étude porte sur un panel de 661 sociétés publiant leurs comptes.

Les sociétés observées dans ce panel font partie d'un marché constitué de 4700 sociétés.

### Approche nouvelle de l'Étude

1. Les tranches d'effectif retenues sont celles de la base de données Diane en fonction des effectifs déclarés dans les liasses fiscales.
2. Les sociétés appartenant à un groupe ont été affectées à la tranche des plus de 50 salariés quel que soit leur effectif propre.

	Nombre de sociétés du panel	Nombre de sociétés du marché	Pourcentage
≤ 10 salariés	195	2500	53
Entre 11 et 20 salariés	214	1100	23
Entre 21 et 50 salariés	121	750	16
> 50 salariés	131	350	8
<b>Total du panel</b>	<b>661</b>	<b>4700</b>	<b>100</b>

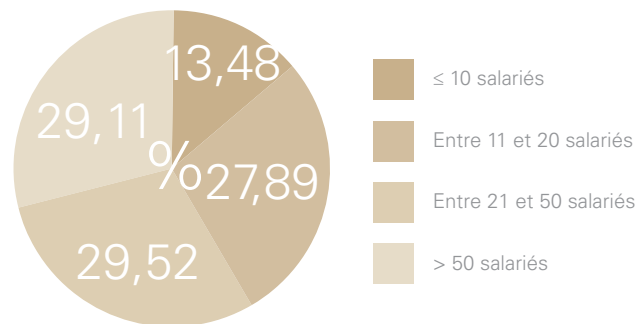
Certaines sociétés de taxis intervenantes dans le secteur du transport sanitaire relèvent du code NAF 4932Z et ne sont pas prises en compte.

# PÉRIMÈTRE DE L'ÉTUDE : CHIFFRE D'AFFAIRES EN 2015

	Chiffre d'affaires cumulé 2015 (M€)	Pourcentage
≤ 10 salariés	88	13,48
Entre 11 et 20 salariés	181	27,89
Entre 21 et 50 salariés	192	29,52
> 50 salariés	189	29,11
<b>Total du panel</b>	<b>650</b>	<b>100</b>

Les 661 sociétés du panel réalisent un chiffre d'affaires cumulé de 650 M€ en 2015, soit un chiffre d'affaires moyen de 983 K€ par société.

## Répartition du chiffre d'affaires 2015 par typologie de société

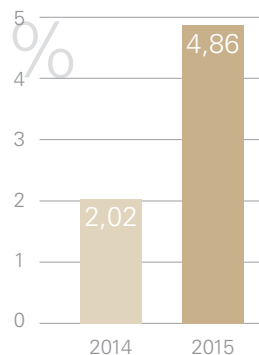


# CROISSANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR TAILLE D'ENTREPRISE

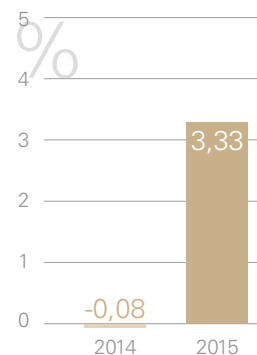
Les évolutions d'une année sur l'autre sont variables selon les tailles :

- Les sociétés de moins de 10 salariés ont connu une croissance entre 2013 et 2014 de 2,02 % puis une croissance plus forte de 4,86 % entre 2014 et 2015.
- Les sociétés de 11 à 20 salariés ont connu une décroissance entre 2013 et 2014 de - 0,08 %, contre une croissance s'établissant à 3,43 % entre 2014 et 2015.
- Les sociétés de 21 à 50 salariés ont connu une croissance entre 2013 et 2014 de 5,82 % puis de 1,47 % entre 2014 et 2015.
- Les sociétés de plus de 50 salariés ont connu une croissance entre 2013 et 2014 de 1,97 % puis une croissance à 2,91 % entre 2014 et 2015.

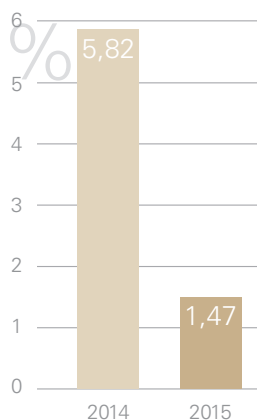
## ≤ 10 salariés



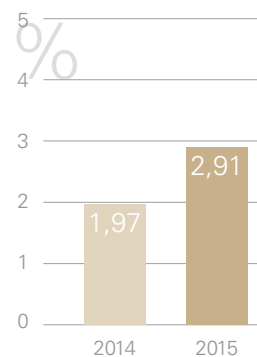
## Entre 11 et 20 salariés



## Entre 21 et 50 salariés



## > 50 salariés



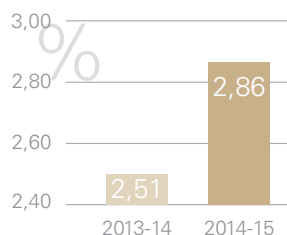
	2014	2015
Moyenne du panel	2,51 %	2,86 %

# ÉVOLUTION DE LA RÉPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES

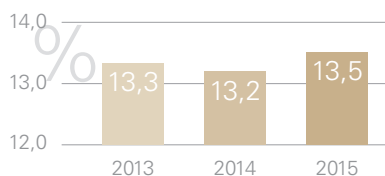
Compte tenu de ce que l'on vient d'observer précédemment, la répartition des sociétés en fonction du chiffre d'affaires reste relativement stable sur les 3 dernières années. Les sociétés de moins de 10 salariés représentent 13,5 % du chiffre d'affaires.

Les sociétés entre 11 et 20 salariés, ainsi que celles de 21 à 50 salariés représentent respectivement 27,9 % et 29,5 % du chiffre d'affaires de la profession, contre 29,1 % pour les sociétés de plus de 50 salariés.

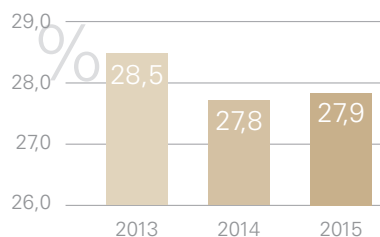
## Taux de croissance du chiffre d'affaires



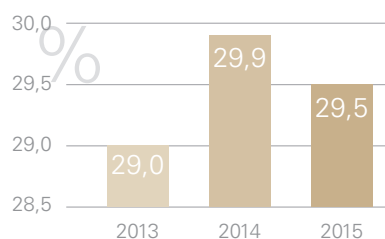
### ≤ 10 salariés



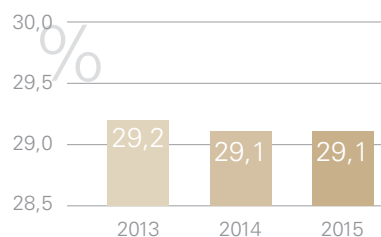
### Entre 11 et 20 salariés



### Entre 21 et 50 salariés



### > 50 salariés



## TAUX DE VALEUR AJOUTÉE : RICHESSSE CRÉÉE PAR L'ENTREPRISE

La valeur ajoutée créée donne une approche du poids économique d'une entreprise et d'un secteur d'activité.

La valeur ajoutée augmente en valeur, conséquence de la progression du chiffre d'affaires et de la maîtrise des charges externes.

La contribution du secteur au PIB s'accroît de 2,6 à 3 % par an.

Valeur Ajoutée (M€)	2013	2014	2015
≤ 10 salariés	56	57	60
Entre 11 et 20 salariés	122	122	128
Entre 21 et 50 salariés	126	133	135
> 50 salariés	125	127	132
<b>Total du panel</b>	<b>429</b>	<b>440</b>	<b>454</b>

En revanche, le taux de valeur ajoutée reste globalement stable de 2013 à 2015.

Taux de valeur ajoutée (%)	2013	2014	2015
≤ 10 salariés	68,30	67,78	68,02
Entre 11 et 20 salariés	69,61	69,76	70,37
Entre 21 et 50 salariés	70,45	70,43	70,38
> 50 salariés	69,42	69,31	69,63
<b>Moyenne de l'échantillon</b>	<b>69,62</b>	<b>69,57</b>	<b>69,84</b>

# ÉVOLUTION DES FRAIS DE CARBURANTS

Le schéma ci-contre présente l'évolution du prix à la pompe sur le territoire national du SP95, du SP98 et du gazole entre 2008 et 2016.

On remarque une baisse tendancielle du coût du gazole depuis 2012.

**Évolution du prix des carburants (en euro/litre) en France entre 2008 et 2016**



Source : Ministère du développement durable

**Évolution de la moyenne mensuelle du prix du gazole à la pompe (en euro/litre)**

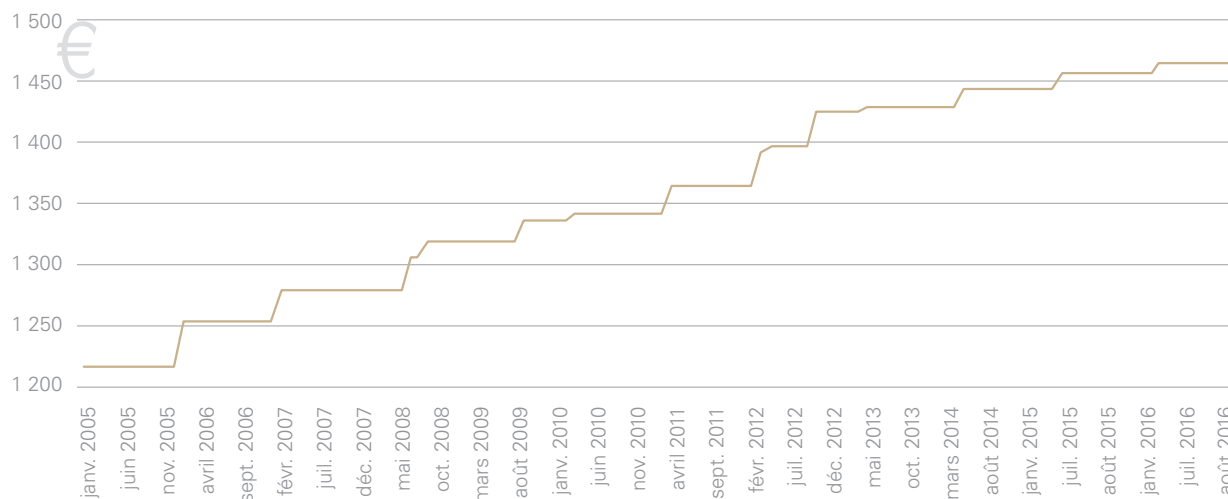


Source : CNR

# ÉVOLUTION DU SMIC

Le graphique ci-dessous présente l'évolution du SMIC mensuel brut entre Juillet 2005 et Août 2016. On remarque une constante augmentation du SMIC au cours de ces onze dernières années.

**Évolution du SMIC mensuel brut (en euros)**



## TAUX DE RÉSULTAT NET

Le résultat net des entreprises s'est accru depuis 2013.

Résultat net (M€)	2013	2014	2015
≤ 10 salariés	5,1	6,1	6,5
Entre 11 et 20 salariés	7,6	9,0	9,8
Entre 21 et 50 salariés	6,3	8,8	8,9
> 50 salariés	6,3	8,4	9,7
<b>Total de l'échantillon</b>	<b>25,3</b>	<b>32,3</b>	<b>34,9</b>

Le résultat net qui était de 4,09 % du chiffre d'affaires en 2013, atteint 5,37 % en 2015.

Taux de résultat net (%)	2013	2014	2015
≤ 10 salariés	6,26	7,29	7,41
Entre 11 et 20 salariés	4,31	5,14	5,41
Entre 21 et 50 salariés	3,50	4,63	4,64
> 50 salariés	3,49	4,58	5,14
<b>Total de l'échantillon</b>	<b>4,09</b>	<b>5,11</b>	<b>5,37</b>







# LES PRINCIPAUX RATIOS MICRO- ÉCONOMIQUES



Analyse effectuée sur un échantillon de 100 sociétés

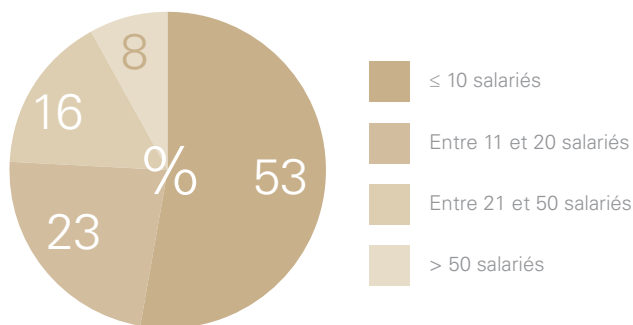
# MÉTHODE D'ÉCHANTILLONNAGE

Nous avons réalisé un échantillonnage par la méthode des quotas. La méthode conduit à déterminer de manière aléatoire une population d'entreprises que nous allons analyser de façon plus approfondie.

La méthode des quotas est basée sur la répartition connue d'une population, ici selon l'effectif.

Il s'agit donc de constituer un échantillon de 100 sociétés identiques à la population mère en termes de caractéristiques.

**Nombre de sociétés de l'échantillon**



# TAUX DE VALEUR AJOUTÉE RETRAITÉE : RICHESSSE CRÉÉE PAR L'ENTREPRISE

Le chiffre d'affaires en 2015 de l'échantillon observé s'élève à 115,5 M€.

Le chiffre d'affaires moyen par société dans l'échantillon est de 1150 K€.

La valeur ajoutée a été retraitée des charges de crédit-bail et de locations financières (3,30 % du chiffre d'affaires pour 2013, 3,75 % pour 2014, et 4,25 % pour 2015) et des prestations de holding (5,50 % du chiffre d'affaires).

Le taux de valeur ajoutée retraitée de l'échantillon est en croissance régulière, passant de 80,63 % en 2013 à 82,08 % en 2015.

Taux de valeur ajoutée (%)	2013	2014	2015
≤ 10 salariés	78,48	79,84	80,47
Entre 11 et 20 salariés	79,46	79,27	79,28
Entre 21 et 50 salariés	80,61	81,62	83,05
> 50 salariés	84,64	83,59	85,08
<b>Moyenne de l'échantillon</b>	<b>80,63</b>	<b>81,10</b>	<b>82,08</b>



# PART DE L'EBE (RETRAITÉ) DANS LE CHIFFRE D'AFFAIRES

## EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION

L'EBE a été retraité des charges de crédit-bail et de locations financières (3,30 % du chiffre d'affaires pour 2013, 3,75 % pour 2014, et 4,25 % pour 2015).

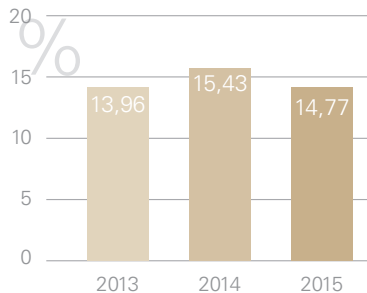
La part de l'EBE dans le chiffre d'affaires augmente entre 2013 et 2015 dans une proportion comparable à celle de la valeur ajoutée. Ceci laisse à considérer que l'évolution des frais de personnel a été maîtrisée.

Le taux d'EBE de l'échantillon s'élève à 12,85 % du chiffre d'affaires en 2015.

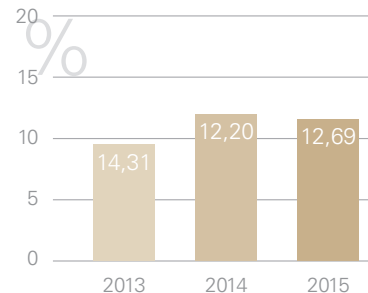
Ce taux décroît avec la taille de l'entreprise.

Part EBE dans le CA (%)	2013	2014	2015
≤ 10 salariés	13,96	15,43	14,77
Entre 11 et 20 salariés	14,31	12,20	12,69
Entre 21 et 50 salariés	11,21	11,85	13,69
> 50 salariés	11,41	9,50	9,98
<b>Total du panel</b>	<b>12,77</b>	<b>12,30</b>	<b>12,85</b>

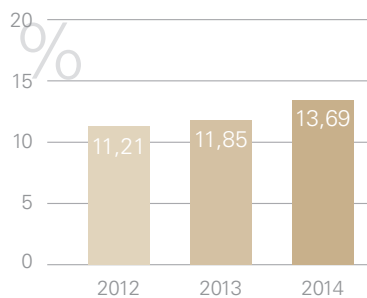
≤ 10 salariés



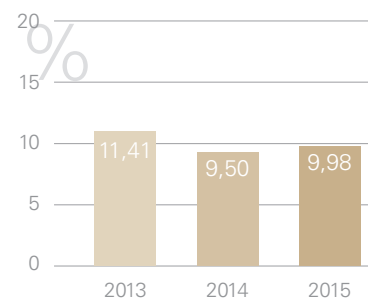
Entre 11 et 20 salariés



Entre 21 et 50 salariés



> 50 salariés



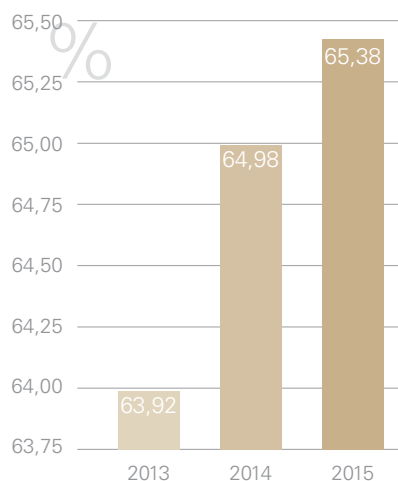
## PART DES FRAIS DE PERSONNEL RETRAITÉS DANS LE CHIFFRE D'AFFAIRES

Les frais de personnel ont été retraités à hauteur de 5,50 % du chiffre d'affaires au titre des prestations holdings. En d'autres termes, les prestations holdings comptabilisées en charges externes sont reclassées en frais de personnel.

La part des frais de personnel dans le chiffre d'affaires reste globalement stable de 2013 à 2015, passant de 63,92 % à 65,38 % en 2015.

Quote-part des frais de personnel dans le C.A. (%)	2013	2014	2015
≤ 10 salariés	61,64	61,48	62,74
Entre 11 et 20 salariés	61,67	63,64	63,20
Entre 21 et 50 salariés	65,04	65,62	65,38
> 50 salariés	68,02	69,35	70,08
<b>Moyenne de l'échantillon</b>	<b>63,92</b>	<b>64,98</b>	<b>65,38</b>

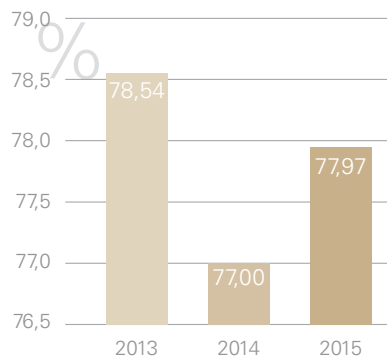
**Moyenne de l'échantillon**



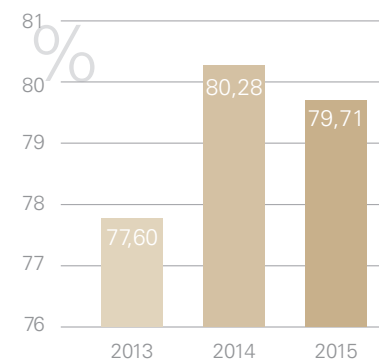
# PART DES FRAIS DE PERSONNEL RETRAITÉS DANS LA VALEUR AJOUTÉE

Les frais de personnel représentent 79,65 % de la valeur ajoutée en 2015 contre 79,27 % en 2013.

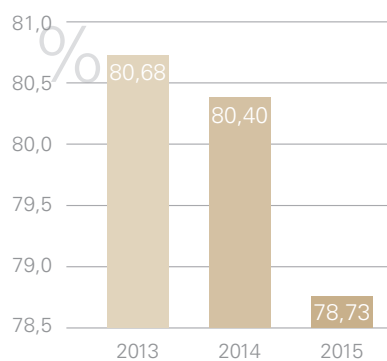
**≤ 10 salariés**



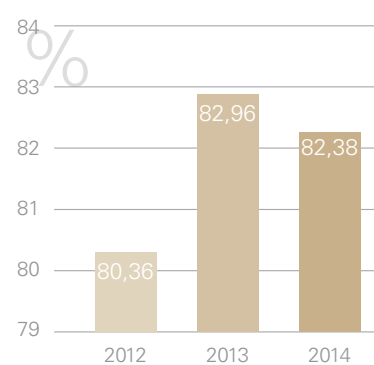
**Entre 11 et 20 salariés**



**Entre 21 et 50 salariés**



**> 50 salariés**



	2013	2014	2015
Frais de personnel / Valeur ajoutée	79,27 %	80,12 %	79,65 %



## BILAN ÉCONOMIQUE (CRÉDIT-BAIL NON RETRAITÉ)

<b>Total des capitaux investis (%)</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>
Actif Immobilisé	100,55	94,98	94,61
Besoin en fonds de roulement	- 0,55	5,02	5,39
<b>Total des capitaux investis</b>	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>

<b>Total des financements (%)</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>
Fonds propres	67,16	71,87	78,73
Dettes financières nettes	32,84	28,13	21,27
<b>Total des financements</b>	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>	<b>100,00</b>

## BILAN ÉCONOMIQUE (CRÉDIT-BAIL RETRAITÉ)

Dans ce bilan économique, les biens pris en crédit-bail ou en location financière ont été retraités comme des biens en pleine propriété faisant donc partie de l'actif immobilisé.

La valeur de ces biens en crédit-bail et location financière a été retenue pour 6,5 % du chiffre d'affaires.  
Cette valeur correspond à :

- une répartition du chiffre d'affaires pour 2/3 en ambulances et 1/3 VSL ;
- une répartition des financements effectués au cours des dernières années pour 60 % en crédit-bail et en location financière ;
- un prix moyen ambulance de 60 K€ TTC ;
- un prix moyen VSL de 15 K€ HT.

L'actif est composé à plus de 95 % par l'actif immobilisé. Le besoin en fonds de roulement consomme peu de trésorerie dans ce secteur d'activité, même s'il s'est accru en 2014, puis 2015.

Total des capitaux investis (%)	2013	2014	2015
Actif Immobilisé	100,42	96,15	95,86
Besoin en fonds de roulement	- 0,42	3,85	4,14
<b>Total des capitaux investis</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

Les fonds propres représentent 60 % des financements à fin 2015.

Les dettes financières nettes représentent 39 % des financements à fin 2015, le gearing est de 0,65.

Total des financements (%)	2013	2014	2015
Fonds propres	51,35	55,10	60,44
Dettes financières nettes	48,65	44,90	39,56
<b>Total des financements</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

## RENTABILITÉ ÉCONOMIQUE : ANALYSE DE SA FORMATION

La rentabilité économique mesure la capacité de l'activité à dégager un résultat pour un niveau d'investissement donné.

Elle est la combinaison de deux ratios :

- le taux de profitabilité (Résultat d'Exploitation / Chiffre d'affaires) ;
- la rotation de l'actif économique (Chiffre d'affaires réalisé en fonction du capital investi).

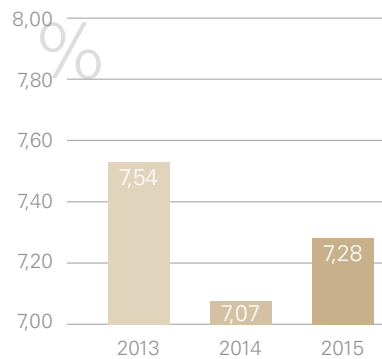


# RENTABILITÉ ÉCONOMIQUE : L'INDICE DE PROFITABILITÉ

Le résultat d'exploitation est retraité des charges financières liées aux charges de crédit-bail et locations financières.  
Ce taux est relativement stable depuis 2013 passant de 7,54 % à 7,28 %.

Taux de profitabilité retraité (%)	2013	2014	2015
≤ 10 salariés	8,56	10,19	8,97
Entre 11 et 20 salariés	9,01	7,78	7,96
Entre 21 et 50 salariés	7,49	7,57	8,81
> 50 salariés	6,17	4,85	5,23
<b>Moyenne de l'échantillon</b>	<b>7,54</b>	<b>7,07</b>	<b>7,28</b>

**Moyenne de l'échantillon**



# RENTABILITÉ ÉCONOMIQUE : ROTATION DES CAPITAUX INVESTIS

Le taux de rotation des actifs reste stable entre 2013 et 2015, à 2,11 %.

Cela signifie qu'avec 1 € d'investissement, on réalise en moyenne 2,11 € de chiffre d'affaires. Les entreprises de plus de 50 salariés sont nettement plus productives.

<b>Évolution du taux de rotation des capitaux investis (€)</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>
≤ 10 salariés	2,02	2,00	1,96
Entre 11 et 20 salariés	1,83	1,82	1,74
Entre 21 et 50 salariés	2,14	2,10	2,13
> 50 salariés	2,46	2,36	2,42
<b>Moyenne de l'échantillon</b>	<b>2,14</b>	<b>2,11</b>	<b>2,11</b>

## RENTABILITÉ ÉCONOMIQUE

Après une baisse en 2014, la rentabilité économique se redresse.

Elle a gagné 0,43 point entre 2014 et 2015.

<b>Crédit-bail retraité : rentabilité économique (%)</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>
≤ 10 salariés	17,28	20,38	17,60
Entre 11 et 20 salariés	16,52	14,16	13,86
Entre 21 et 50 salariés	16,00	15,93	18,78
> 50 salariés	15,17	11,44	12,66
<b>Total de l'échantillon</b>	<b>16,14</b>	<b>14,95</b>	<b>15,38</b>

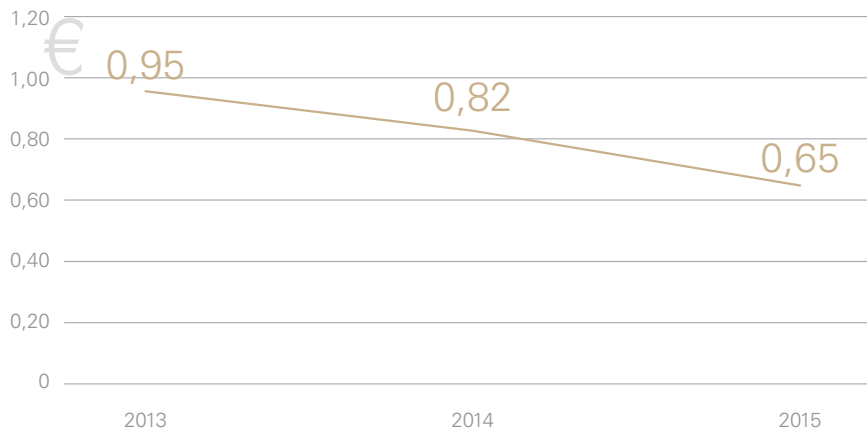
# GEARING : RATIO D'ENDETTEMENT

Ce ratio permet de mesurer le niveau de la dette par rapport aux fonds propres.

La dette retenue est la dette nette (emprunt - trésorerie excédentaire + dettes en crédit-bail et locations financières) des sociétés.

Le ratio d'endettement (gearing) diminue depuis 2013 mais reste à un niveau assez élevé.

**Ratio d'endettement net**





UNITE MOBILE D'ASSISTANCE CIRCULATOIRE

C.S.A. CERGAGNE  
CAPCIR

15

AMBULANCE de SECOURS et SOINS D'URGENCE

C.S.A.

CERGAGNE  
CAPCIR

ASSU

15

SECOURS et SOINS D'URGENCE  
04 68 04 30 30

CZ-  
294-VN





# ANALYSE QUALITATIVE



Analyse effectuée sur un panel de 65 sociétés  
pour lesquelles nous avons obtenu l'ensemble  
des données comptables et d'exploitation

---

# MÉTHODOLOGIE

---

Dans le cadre de l'analyse qualitative, nous avons envoyé un questionnaire à 295 sociétés du secteur du transport sanitaire. 65 questionnaires ont pu être pleinement exploités.

Ces questionnaires nous ont permis de collecter de façon anonyme des données financières mais également non-financières sur les trois dernières années.

## **Informations financières :**

- bilan ;
- compte de résultat ;
- liasse fiscale.

## **Informations non-financières :**

- informations sur le chiffre d'affaires (ambulance [dont garde ambulancière], VSL, taxis, autres) ;
- informations sur le personnel :
  - répartition des effectifs (direction, personnel administratif, régulation, facturation, personnel roulant) ;
  - nombre de DEA par catégorie socio-professionnelle.
- informations sur les investissements de véhicules :
  - nombre de véhicules acquis par type (ambulance, VSL, taxis, autres) ;
  - valeur de l'investissement ;
  - mode de financement.

## PÉRIMÈTRE DU PANEL

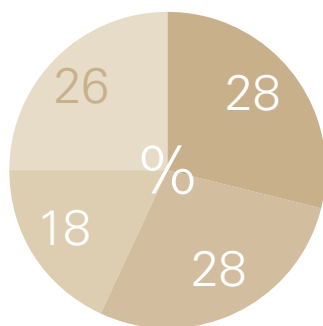
Les 65 sociétés du panel réalisent un chiffre d'affaires cumulé de 82 M€ en 2015.

Les entreprises appartenant à un groupe ont été ajoutées à la tranche des plus de 50 salariés, quel que soit leur effectif propre.

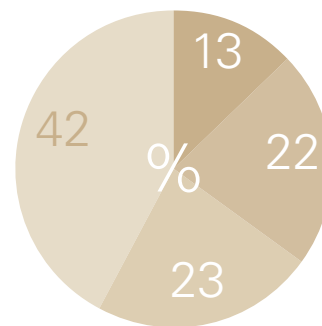
Ainsi, 42 % du chiffre d'affaires est réalisé par les 17 sociétés de plus de 50 salariés.

	Nombre d'entreprises du panel	Chiffre d'affaires en 2015 (K€)
≤ 10 salariés	18	10 410
Entre 11 et 20 salariés	18	17 971
Entre 21 et 50 salariés	12	19 198
> 50 salariés	17	34 802
<b>Total du panel</b>	<b>65</b>	<b>82 380</b>

**Composition du panel  
par typologie de société**



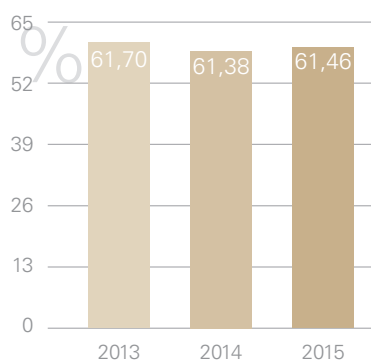
**Répartition du chiffre d'affaires**



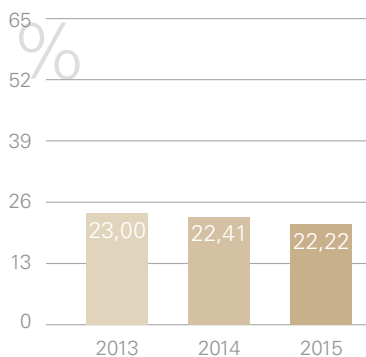
## RÉPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR ACTIVITÉ

Répartition du C.A. du panel par activité sur 3 ans (K€)	2013		2014		2015	
	En valeur	En %	En valeur	En %	En valeur	En %
C.A. Ambulances	49 366	61,70	50 348	61,38	50 630	61,46
C.A. VSL	18 403	23,00	18 379	22,41	18 305	22,22
C.A. Taxis	6 531	8,16	7 279	8,87	7 418	9,00
Autres	5 706	7,13	6 017	7,34	6 027	7,32
<b>Total</b>	<b>80 006</b>		<b>82 023</b>		<b>82 380</b>	

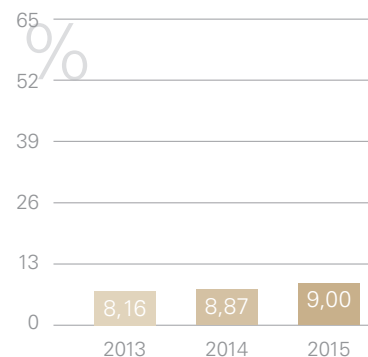
### C.A. Ambulances



### C.A. VSL



### C.A. Taxis



## LES GRANDES TENDANCES

Grandes tendances (K€)	2013		2014		2015	
	En valeur	% du C.A.	En valeur	% du C.A.	En valeur	% du C.A.
<b>C.A. en K€</b>	<b>80 006</b>		<b>82 023</b>		<b>82 380</b>	
Coût direct	- 2 972	- 3,72	- 3 749	- 4,57	- 4 130	- 5,01
Structure	- 8 758	- 10,95	- 9 085	- 11,08	- 9 516	- 11,55
Véhicules	- 11 597	- 14,50	- 11 192	- 13,64	- 11 189	- 13,58
Masse salariale	- 52 057	- 65,07	- 53 379	- 65,08	- 53 236	- 64,62
Résultat financier	- 175	- 0,22	206	0,25	445	0,54
Résultat exceptionnel	151	0,19	240	0,29	666	0,81
Impôts	- 718	- 0,90	- 734	- 0,90	- 841	- 1,02
<b>Résultat net</b>	<b>3 880</b>	<b>4,85</b>	<b>4 330</b>	<b>5,28</b>	<b>4 579</b>	<b>5,56</b>

Les charges de personnel restent le poste le plus important du compte de résultat. Elles représentent 64,62 % du chiffre d'affaires.

La part de la masse salariale dans le chiffre d'affaires a diminué grâce au CICE. Le CICE représente 1773 K€ sur notre échantillon, soit 2,15 % du chiffre d'affaires.

Sans le CICE la masse salariale aurait représenté 66,77 % du chiffre d'affaires. Le coût des véhicules est stable à 13,58 % du chiffre d'affaires.

Les frais de structure sont maîtrisés. Ils s'établissent en légère hausse à 11,55 % du chiffre d'affaires.

# ANALYSE DU COÛT DES VÉHICULES

	2013		2014		2015	
	En valeur	% du C.A.	En valeur	% du C.A.	En valeur	% du C.A.
<b>C.A. en K€</b>	<b>80 006</b>		<b>82 023</b>		<b>82 380</b>	
Carburant	4 421	5,53	4 220	5,14	3 862	4,69
Coût de l'investissement (DAP, CB, Loc)	4 152	5,19	3 979	4,85	4 311	5,23
Entretien	2 181	2,73	2 195	2,68	2 120	2,57
Autres (assurances, petit équipement)	843	1,05	798	0,97	896	1,09
<b>Total du coût des véhicules</b>	<b>11 597</b>	<b>14,50</b>	<b>11 192</b>	<b>13,64</b>	<b>11 189</b>	<b>13,58</b>

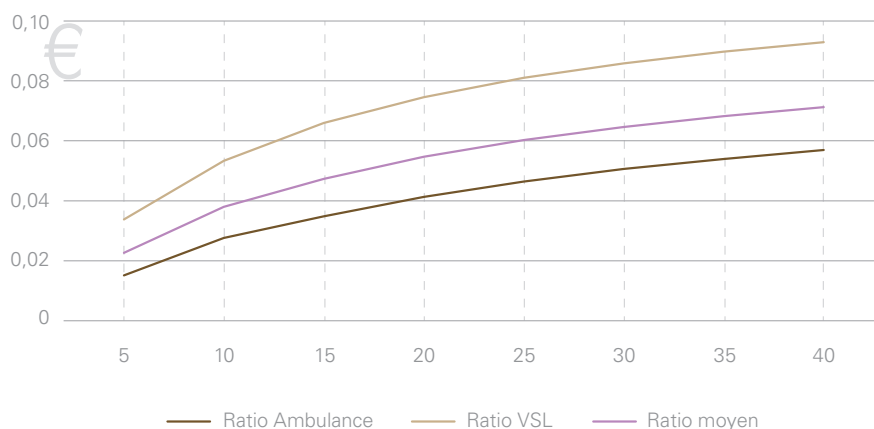
Le montant du coût des véhicules est en baisse de 3,52 % depuis 2013, passant de 11 597 K€ à 11 189 K€ en 2015, soit un montant identique à celui de 2014.

Le niveau d'investissement en 2015 est en hausse de 8,34 % par rapport à 2014, passant de 3 979 K€ à 4 311 K€.

La part des coûts des véhicules dans le chiffre d'affaires est stable entre 2014 et 2015, grâce à la part du carburant, en baisse de 8,48 % entre 2014 et 2015, après avoir connu une baisse de 4,54 % l'année précédente.

Le graphique ci-dessous indique le poids estimé du budget du carburant dans le chiffre d'affaires pour l'ambulance et le VSL ainsi que la moyenne constatée en fonction du poids respectif des activités dans le chiffre d'affaires global. Le budget du carburant d'une entreprise effectuant 20 kms de moyenne en charge en ambulance et en VSL avec 60 % du chiffre d'affaires en ambulance s'élève à 5,2 % du chiffre d'affaires.

## Évolution du coût du carburant (en % du C.A.) en fonction du nombre de kms parcourus



## TAUX DE VALEUR AJOUTÉE : RICHESSE CRÉÉE PAR L'ENTREPRISE

La valeur ajoutée a été retraitée des charges de crédit-bail, de location financière et des prestations holding.

La valeur ajoutée en 2015 est au niveau de celle de 2014. Le taux de valeur ajoutée baisse légèrement. Il s'établit à 77,88 % du chiffre d'affaires.

Valeur ajoutée (K€)	2013	2014	2015
≤ 10 salariés	7 177	7 475	7 446
Entre 11 et 20 salariés	12 580	12 906	13 627
Entre 21 et 50 salariés	14 288	15 055	15 043
> 50 salariés	28 883	28 830	28 040
<b>Total du panel</b>	<b>62 929</b>	<b>64 266</b>	<b>64 157</b>

Taux de valeur ajoutée (%)	2013	2014	2015
≤ 10 salariés	73,72	72,74	71,53
Entre 11 et 20 salariés	74,87	75,03	75,83
Entre 21 et 50 salariés	80,05	78,73	78,36
> 50 salariés	80,79	81,16	80,57
<b>Moyenne de l'échantillon</b>	<b>78,52</b>	<b>78,26</b>	<b>77,88</b>

## FRAIS DE PERSONNEL / CHIFFRE D'AFFAIRES

Le coût du personnel comprend :

- les salaires bruts de l'ensemble du personnel roulant et de structure ;
- les salaires bruts de la direction ;
- les charges sociales et fiscales sur les salaires ;
- les taxes sur les salaires ;
- les frais de formation (y compris la taxe) ;
- les frais de déplacements ;
- les frais de personnel refacturés par les sociétés mères auprès des filiales dans le cas des sociétés faisant partie d'un groupe ;
- le Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi (CICE).

Les charges de personnel ont augmenté de 2,6 % entre 2013 et 2015 passant de 52 M€ en 2013 à 53,2 M€ en 2015. Toutefois, on observe une légère baisse entre 2014 et 2015, en particulier dans les entreprises de plus de 50 salariés. Cette évolution résulte des recrutements effectués, de l'augmentation des minima sociaux et des charges sociales.

Cet accroissement est nuancé par la mise en place du CICE en 2013 et la réalisation de gains de productivité.

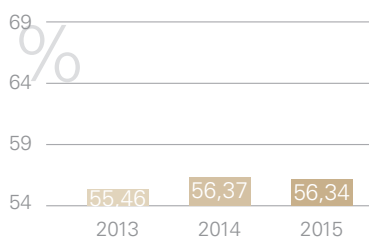
<b>Frais de personnel retraités (K€)</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>
≤ 10 salariés	5 399	5 793	5 865
Entre 11 et 20 salariés	10 321	10 932	11 496
Entre 21 et 50 salariés	11 834	11 941	11 935
> 50 salariés	24 502	24 714	23 940
<b>Total du panel</b>	<b>52 057</b>	<b>53 379</b>	<b>53 236</b>



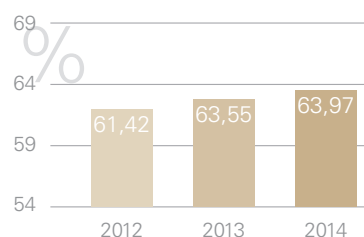
## PART DES FRAIS DE PERSONNEL DANS LE CHIFFRE D'AFFAIRES

La part des frais de personnel dans le chiffre d'affaires est stable entre 2014 et 2015. Ils représentent 64,62 % du chiffre d'affaires en 2015 contre 65 % en 2014.

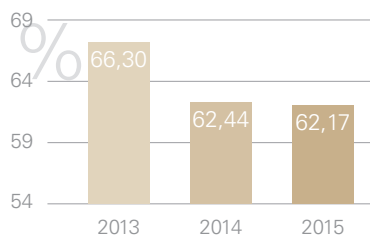
### ≤ 10 salariés



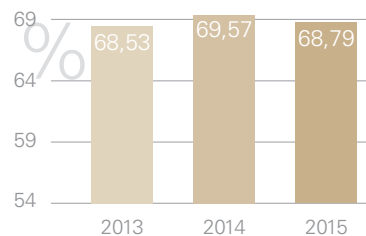
### Entre 11 et 20 salariés



### Entre 21 et 50 salariés



### > 50 salariés



	2013	2014	2015
Total de l'échantillon	64,96 %	65,00 %	64,62 %

## REPARTITION DU PERSONNEL ET NOMBRE DE DEA

	<b>Direction + Administratif</b>	<b>Régulation</b>	<b>Roulant</b>	<b>Total</b>
Nombre de salariés	120	83	1 396	1 599
Nombre de DEA	41	24	741	806
<i>Quote-part du personnel</i>	<i>7,5 %</i>	<i>5,2 %</i>	<i>87,3 %</i>	<i>100,0 %</i>
<i>Quote-part de DEA</i>	<i>33,7 %</i>	<i>28,8 %</i>	<i>53,1 %</i>	<i>50,4 %</i>

Le personnel « roulant » représente 87,3 % des effectifs.

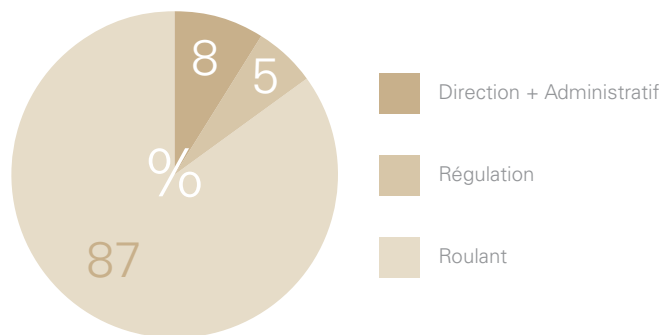
Les salariés titulaires d'un DEA constituent 50,4 % des effectifs globaux des entreprises observées.

Les DEA représentent 53,1 % des personnels roulants.

La quote-part de personnel affectée à la régulation est de 5,2 % de l'ensemble.

La quote-part de personnel affectée aux tâches administratives est de 7,5 % de l'effectif global.

### Répartition du personnel



## PART DE L'EBE DANS LE CHIFFRE D'AFFAIRES

La part de l'EBE a été retraitée des charges de crédit-bail et location financière.

La part de l'EBE dans le chiffre d'affaires baisse de 1,6 points entre 2013 et 2015.

En 2015, l'EBE de l'échantillon total représente 11,05 % du chiffre d'affaires. On observe une forte disparité en fonction de la taille des entreprises.

Les sociétés de plus de 50 salariés ont une part d'EBE dans le chiffre d'affaires plus faible. Ceci est lié à la structure de personnel nécessaire pour gérer cette taille d'entreprise, ces coûts évoluent par paliers.

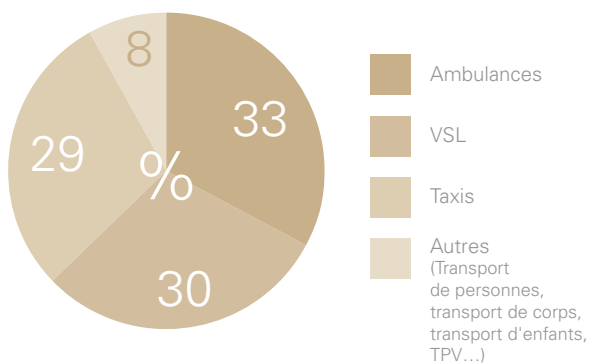
Au sein des entreprises de moins de 10 salariés, on compte des entreprises individuelles dans lesquelles la rémunération du dirigeant n'est pas toujours imputée en frais de personnel.

<b>EBE retraité (K€)</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>
≤ 10 salariés	1 738	1 746	1 720
Entre 11 et 20 salariés	2 276	2 131	2 203
Entre 21 et 50 salariés	2 545	3 261	3 004
> 50 salariés	4 134	3 777	3 597
<b>Total de l'échantillon</b>	<b>10 694</b>	<b>10 915</b>	<b>10 523</b>

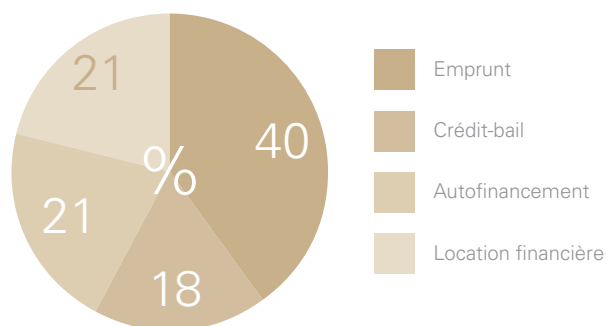
<b>Part EBE dans le C.A. (%)</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>
≤ 10 salariés	17,86	16,99	16,52
Entre 11 et 20 salariés	13,55	12,39	12,26
Entre 21 et 50 salariés	14,26	17,05	15,65
> 50 salariés	11,56	10,63	10,33
<b>Total de l'échantillon</b>	<b>12,03</b>	<b>11,67</b>	<b>11,05</b>

# FOCUS SUR LES INVESTISSEMENTS EN VEHICULES ET LEUR MODE DE FINANCEMENT

**Types d'investissement**



**Mode de financement**



La répartition des investissements tend à démontrer un sous-investissement sur l'activité ambulancière et un surinvestissement sur l'activité taxis.



CONCLUSION

GÉNÉRALE

L'étude quantitative réalisée nous apporte un certain nombre d'éclairages sur la situation économique du secteur du transport sanitaire.

L'observation du panel de 661 entreprises représentatives de l'activité du transport sanitaire conduit aux constats suivants :

- Un chiffre d'affaires en croissance de 2,86 % ;
- Une amélioration du taux de résultat net qui atteint 5,37 % du chiffre d'affaires ;
- Une cotation du risque sectoriel par Xerfi qui s'améliore même si le risque reste « marqué » ;
- Une stabilité dans la répartition de la population des sociétés par taille.

L'analyse approfondie faite à partir d'un échantillon représentatif déterminé selon la méthode des quotas permet d'aller plus en avant dans la compréhension des performances du secteur, on y constate :

- Un taux de valeur ajouté retraité, d'une part, des coûts d'investissements financés en crédit-bail et location financière, et, d'autre part, des prestations holding, en amélioration pour atteindre 82,08 % du chiffre d'affaires, soit un gain qui s'accroît d'un point par rapport à 2014. On peut voir à ce niveau principalement l'impact de la baisse des coûts du carburant ;
- Un taux d'excédent brut d'exploitation qui représente 12,85 % du chiffre d'affaires, en progression de 0,55 point. Ceci signifie que l'intégralité de l'amélioration de la valeur ajoutée n'a pas été consommée par l'augmentation des frais de personnel ;
- Les frais de personnel s'établissent à 65,38 % du chiffre d'affaires en augmentation de 0,4 point. L'impact du CICE est stable entre 2014 et 2015. Les charges de personnel représentent 79,65 % de la valeur ajoutée. En 2014, les frais de personnel consommaient 80,12 % de la valeur ajoutée. Ceci signifie que les frais de personnel continuent à croître sous l'effet de la pression salariale et des charges sociales mais que l'amélioration de la valeur ajoutée permet de faire face à cet accroissement sans dégrader l'excédent brut d'exploitation ;
- La situation financière des sociétés s'améliore, le niveau de fonds propres s'accroît et l'endettement, tous modes de financements confondus, représentent 65 % des fonds propres. Ce ratio reste significatif : il était de 81 % en 2014 ;
- La rentabilité économique est stable depuis 3 ans. On observe, d'une part, un taux de profitabilité qui varie peu autour de 7 %, et d'autre part, un niveau de productivité stable, toutes tailles d'entreprises confondues. 1 € d'investissement permet de réaliser 2,11 € de chiffre d'affaires.

L'étude qualitative réalisée nous permet de mieux comprendre les enjeux essentiels auxquels sont confrontées les entreprises de transport sanitaire.

L'observation approfondie d'une population de 65 entreprises réalisant 82,4 M€ de chiffre d'affaires nous conduit aux constats suivants :

- La répartition du chiffre d'affaires dans les entreprises de transport sanitaire (code NAF 8690A) est relativement stable. L'activité Ambulance pèse 61,46 % du chiffre d'affaires, l'activité VSL atteint 22,22 % du chiffre d'affaires et l'activité Taxis, 9 %. Les autres activités restent marginales (contrats SMUR, transport de sang, matériel médical) ;
- L'analyse des frais de véhicules amène à constater une stabilité du coût à hauteur de 13,58 % du chiffre d'affaires. Ce montant stable masque une forte disparité entre, d'une part, la baisse de 8,48 % du coût du carburant pour une activité en légère croissance, et, d'autre part, la reprise de l'investissement en augmentation de 8,34 %. Les investissements constatés paraissent encore en retrait au niveau des ambulances ; toutefois, le niveau d'investissement en taxis semble s'accélérer ;
- L'évolution des frais de personnel est maîtrisée. Ils représentent 64,62 % du chiffre d'affaires. Le CICE a un impact en atténuation des coûts qui atteint 2,15 % du chiffre d'affaires. Les charges de personnel à hauteur de 66,77 % du chiffre d'affaires, hors CICE, restent un enjeu majeur, surtout dans la perspective de l'évolution du cadre conventionnel en 2017. L'effort sur la recherche d'une économie d'échelle sur les fonctions support doit être poursuivi.

L'ensemble des éléments ci-dessus démontre que la profession a poursuivi en 2015 ses efforts pour assainir la situation d'exploitation et financière des entreprises. Dans un contexte de gel des tarifs, la croissance de l'activité provient uniquement de l'évolution de la demande, cette augmentation ralentit sous l'effet de la politique mise en place par le ministère de la santé et les ARS, on peut considérer que le niveau d'évolution actuel tend à se rapprocher, à condition de remboursabilité identique, d'un taux d'évolution structurel lié à l'organisation hospitalière, l'évolution démographique et aux habitudes de consommation de soins au sein de la société française.

Au cours des deux années à venir, sans évolution tarifaire programmée à ce jour, les entreprises vont devoir continuer à améliorer leur niveau de performance. Les impacts d'une fluctuation du prix du carburant qui est très volatile et, surtout, l'application de la nouvelle convention sociale, tant en terme de rémunération que de planification du temps de travail, vont impacter significativement les performances. Les évolutions technologiques vont également fortement modifier les modes de travail et le modèle économique de la profession.

Nous observons sur le marché un mouvement de concentration, croissance externe, réseaux et l'arrivée de nouveaux acteurs. Ceci doit amener chaque dirigeant à se projeter pour positionner au mieux son entreprise dans ce secteur en pleine mutation.



## **Contact**

### **Marc Basset**

**Associé, Directeur**

**Tél. :** +33 (0)1 55 68 20 14

**Port. :** +33 (0)6 11 71 05 02

**E-mail :** mbasset@kpmg.fr

**kpmg.fr**

Les informations contenues dans ce document sont d'ordre général et ne sont pas destinées à traiter les particularités d'une personne ou d'une entité. Bien que nous fassions tout notre possible pour fournir des informations exactes et appropriées, nous ne pouvons garantir que ces informations seront toujours exactes à une date ultérieure. Elles ne peuvent ni ne doivent servir de support à des décisions sans validation par les professionnels ad hoc. KPMG France est le membre français du réseau KPMG International constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse (« KPMG International »). KPMG International ne propose pas de services aux clients. Aucun cabinet membre n'a le droit d'engager KPMG International ou les autres cabinets membres vis-à-vis des tiers. KPMG International n'a le droit d'engager aucun cabinet membre.

© 2016 KPMG France. KPMG France désigne un ensemble de sociétés opérationnelles juridiquement distinctes. KPMG France est le membre français du réseau KPMG International constitué de cabinets indépendants adhérents de KPMG International Cooperative, une entité de droit suisse. Tous droits réservés. Le nom KPMG et le logo sont des marques déposées ou des marques de KPMG International. Imprimé en France. Conception - Réalisation : Communication - OLIVER - Septembre 2016.

Crédit photos : Gettyimages, Shutterstock et iStock.